

GEVREY-CHAMBERTIN | INTERCOMMUNALITÉ

Treize ans après, les communes récupèrent la compétence scolaire

Mardi soir, les 80 délégués communaux ont voté. Après un débat houleux, ils ont décidé de ne pas transférer la compétence scolaire à la nouvelle communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges.

Le débat s'annonçait intense. Il a tenu toutes ses promesses. Avec 44 voix contre le transfert de la compétence scolaire à la nouvelle communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges, face à 34 voix pour et deux votes blancs, les élus ont tranché. Si pour les anciennes intercommunalités du Pays de Nuits-Saint-Georges et du Sud dijonnais, la restitution de la compétence scolaire aux communes ne va rien changer, il en va autrement pour les municipalités de l'ex-communauté de communes de Gevrey-Chambertin.

« Je vous en supplie, votez contre la délibération »

Déchargées de cette compétence depuis treize ans, elles vont désormais devoir se réapproprier le domaine scolaire. « La réflexion a été faite dans un calendrier contraignant. Je regrette que nous n'ayons pas pu obtenir plus de temps pour prendre cette décision », a indiqué en préambule Christophe Lucand, président de la communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges. « Je souhaite que ce vote soit secret. Il aura lieu à bulletin secret. Quelle qu'en soit l'issue, j'aimerais qu'il règne un esprit républicain et communautaire », a-t-il insisté. À la lecture de la délibération et face au rappel des enjeux et du contexte



■ Réunis en assemblée communautaire, les élus ont voté contre le transfert de la compétence scolaire. Les communes de l'ancienne intercommunalité de Gevrey-Chambertin vont récupérer cette compétence non exercée depuis treize ans. Photo archives François BAILLY

(lire ci-contre), les débats se sont enchaînés. Pascal Grappin, maire de Villeichot et vice-président en charge de l'emploi et du développement économique, aurait souhaité « avoir plus de temps pour réfléchir et réaliser une étude de la situation avec, entre autres, un inventaire des travaux à réaliser dans les écoles ou encore une réflexion sur la carte scolaire. Il faudrait constituer une véritable feuille de route pour réfléchir clairement. En attendant, je propose de ne rien changer et de voter contre la délibération », a-t-il lancé, à l'image d'Alain Cartron, deuxième vice-président et maire de Nuits-Saint-Georges, pour qui, « si

l'idée de faire une communauté scolaire est alléchante, la question financière est encore trop floue. Nous n'avons pas de vision ». De son côté, Gilles Seguin, maire d'Agencourt et vice-président notamment en charge des finances, a estimé avoir affaire à « une délibération du président et non du bureau, qui n'a pas réussi à se mettre d'accord sur la question. Pour des petites communes comme Agencourt ou Vosne-Romanée, l'approbation d'une telle délibération entraînera la fermeture des écoles. C'est la vie de ces dernières qui est en jeu. Je vous en supplie, ne faites pas ça. Votez contre la délibération », a-t-il même imploré.

« Nous aurons un poids plus important avec le transfert »

La réaction ne s'est pas fait attendre. « Mais enfin, pour quoi le conseil communautaire déciderait-il une fermeture contre l'avis de ces maires ? », a interrogé Christophe Lucand. « Je vous rassure, cela ne s'est jamais produit sur le territoire de l'ancienne communauté de Gevrey. Nous aurons d'ailleurs un poids plus important avec le transfert de la compétence scolaire. » « Je suis vraiment surpris par tout ce débat. Lors de la fusion, nous avons voté pour faire une unité du territoire. Si nous n'avons pas un esprit solidaire, nous n'allons nous ? Il faut voter pour cette délibération », a poursuivi Pierre Lignier, maire de Villars-Fontaine, approuvé par Pierre-Alexandre Privolt,

Les rétrocessions vont être vraiment compliquées pour les communes des Hautes-Côtes de Gevrey-Chambertin.

Christian Paris, maire d'Urcy

premier édile de Villers-la-Faye ou par Christian Paris, maire d'Urcy.

« En cas de non-transfert, les rétrocessions vont être vraiment compliquées pour les communes des Hautes-Côtes de Gevrey-Chambertin. Par exemple, à Chamboeuf, si les anciens locaux peuvent être restitués à la mairie actuelle, cela va être plus difficile pour les bâtiments récents, qui appartiennent à la communauté de communes. À L'Étang-Vergy aussi, rien n'appartient à la commune », a illustré ce dernier. Et Christophe Lucand de tenter une dernière fois : « Cela ne va pas être drôle pour les communes touchées par la rétrocession. Pouvez-vous imaginer la rétrocession de la gestion des équipements sportifs, par exemple ? L'extension de la compétence scolaire est le calcul le plus raisonnable en faveur des communes ». Rien n'y a fait. Les dés étaient jetés. Les votes « contre » l'ont emporté, actant une nouvelle ère pour les communes de l'ex-communauté de Gevrey-Chambertin.

Charlotte Deleyle

REPERES

■ **Le contexte**
Depuis sa création, le 1^{er} janvier 2017, la communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges assumait la compétence scolaire territorialisée pour 22 communes issues de l'ex-communauté de communes de Gevrey-Chambertin sur les 56 composant l'intercommunalité. Mardi soir, les élus ont dû voter l'harmonisation des compétences non homogènes demandée par la loi Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Cette dernière avait prévu un délai maximum d'un an pour le faire, à compter de la date de création, soit avant le 31 dé-

cembre 2017. Afin de préparer la prise de décision, un comité de pilotage avait été constitué et une étude confiée au groupement Stratorial Landot.
■ **Les différentes possibilités**
L'étude a détaillé les différents choix possibles pour les élus : soit une extension de la compétence au 1^{er} janvier 2018, avec la définition d'un intérêt communautaire complet immédiat ou différé ; soit une restitution de la compétence directement aux communes, dans le cadre d'un Sivos (syndicat intercommunal à vocation scolaire) ou dans celui de la création d'un service commun porté par la communauté de communes.